

Le budget participatif à l'épreuve des espoirs et des incertitudes de la participation dans la municipalité de Parakou

[The participatory budget put to the test of the hopes and uncertainties of participation in the municipality of Parakou]

Rodrigue Sèdjrofidié Montcho

Département de Sociologie-Anthropologie, Université de Parakou, Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines, Parakou, Benin

Copyright © 2026 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: Participatory budgeting is an ongoing experience in the municipality of Parakou in the Republic of Benin. This ongoing process sheds light on the relationship between principals and those mandated in the ongoing local development and decentralization process. This research aims to analyze the fulfilled or disappointed hopes and the uncertainties of the participatory budget of the municipality of Parakou. In a mixed approach, the questionnaire and the interview guide made it possible to collect data from 384 informants identified by reasoned choice and cluster techniques. It appears that the participatory budget mechanism in the municipality of Parakou comes to provide a response to the lack of participation and takes into account some priorities of the Community. But the participatory challenge has not yet been fully met. We have the impression of being in a partial process of participation which mobilizes the representatives instead of taking into account all the actors of the population in a perspective of global financial citizenship. The resources to achieve this are complex, particularly in communities with large populations, but it will be necessary to innovate with a good perspective of overall inclusion and not of selection for the purposes of good governance and budgetary democracy.

KEYWORDS: participatory budget, hopes, uncertainties, municipality, Parakou, budgetary democracy.

RESUME: Le budget participatif est une expérience en cours dans la municipalité de Parakou en République du Bénin. Ce processus en cours permet de mettre en lumière la relation entre mandants et mandatés dans le processus du développement local et de décentralisation en cours. Cette recherche vise à analyser les espoirs comblés ou déçus et les incertitudes du budget participatif de la commune de Parakou. Dans une démarche mixte, le questionnaire et le guide d'entretien ont permis de collecter des données auprès de 384 informateurs identifiés par les techniques du choix raisonné et par grappes. Il apparaît que le dispositif participatif du budget dans la municipalité de Parakou vient apporter une réponse au déficit de participation et prend en compte quelques priorités de la Communauté. Mais le défi participatif n'est pas encore entièrement relevé. On a l'impression d'être dans un processus partiel de participation qui mobilise les représentants au lieu de prendre en compte l'ensemble des acteurs de la population dans une perspective de citoyenneté financière globale. Les ressources pour y arriver sont complexes notamment dans des communautés de forte démographie, mais il faudra innover dans une bonne perspective d'inclusion globale et non de sélection aux fins d'une bonne gouvernance et d'une démocratie budgétaire.

MOTS-CLEFS: budget participatif, espoirs, incertitudes, municipalité, Parakou, démocratie budgétaire.

1 INTRODUCTION

L'apologie de la participation est devenue comme la moelle épinière de tous les discours relatifs à la gouvernance locale, au développement local et à la décentralisation. La participation est devenue ainsi un idéal à atteindre pour produire le développement tant prononcé et tant attendu notamment dans un contexte de décentralisation où la légitimité de l'action publique et des décideurs locaux dépendent de leur capacité d'inclusion. Une approche inclusive qui permette d'offrir un service public de qualité à des administrés de

plus en plus exigeants surtout que les transferts de compétences et de ressources sont souvent tumultueux. On ne s'imagine pas produire durablement le développement notamment dans ce contexte de décentralisation. C'est pourquoi, plusieurs mécanismes participatifs sont mobilisés à l'instar du budget participatif dans la municipalité de Parakou.

Le budget participatif vise à permettre aux communautés d'identifier les problèmes et besoins, de les hiérarchiser et d'attribuer les ressources nécessaires à la satisfaction de ces besoins. Un vrai budget participatif est un instrument citoyen de prise en charge des besoins et aspirations à toutes les étapes de la budgétisation jusqu'au suivi-évaluation via la mobilisation des ressources. Selon J. Talpin, un budget participatif peut être défini comme: « l'inclusion des citoyens dans le cycle budgétaire d'une Collectivité publique » (Talpin J., 2012, p.33). Il est un processus innovant qui amène à repenser la relation entre représentés et représentants (Akedekon, L., 2011, p.16). C'est donc un exercice participatif et de citoyenneté d'une grande portée mais dont la mise en œuvre est contraignante. Comme le dit l'adage: « facile à dire, mais difficile à faire ». O. Victor affirme « qu'il n'y a rien de modélisable en matière de participation des habitants, car il impulse une nouvelle dynamique des moyens humains et financiers. Il s'agit avant tout d'un état d'esprit, d'une volonté, d'une nouvelle pratique civique voire d'une culture politique à inventer». Victor O., 2001). Or, les collectivités locales africaines n'ont qu'une vague idée des besoins en termes d'investissement et d'entretien au point où les succès en matière de mobilisation des ressources sont immédiatement annihilés par une explosion des charges de personnel. (Yatta F. P. 2001). La mise en œuvre du budget participatif varie fortement selon le contexte local et les avantages qu'il offre pour le développement de la cité. (Rocke A., 2015). En dehors de cette dimension spatiale, il est à souligner que ce sont des facteurs internes qui expliquent l'inefficacité de la gestion budgétaire selon Medawar (2018).

Dans la Municipalité de Parakou, à l'épreuve de la mise en œuvre du budget participatif, il existe des espoirs comblés et des attentes non satisfaites. Pire, bien des incertitudes se pointent toujours à l'horizon dans la perspective d'un développement durable local. Faire participer les acteurs devient-il une simple formalité ou une exigence notamment dans les extrêmes conditions de précarité où la participation apparaît comme une condition sine qua non de durabilité du développement?

Selon D. Lenouvel, nos instances de participation devraient avoir pour objectif d'apprendre à naviguer dans la complexité, dans l'incertitude et dans le précaire. Elles devraient viser des explorations innovantes, en tenant à distance la répétition de «recettes» qui se traduisent, en général, par d'apparentes solutions adaptatives construites sur le «toujours plus du même» (Lenouvel D., 2021, p.79). Le budget participatif tel que mis en œuvre comble-t-il les attentes de développement de la communauté dans la municipalité de Parakou? Est-elle la solution pour produire convenablement le développement local ? Quelles sont les limites à cet idéal dont rêve les communautés et qui devraient être les fondateurs de l'idéal participatif ? Comment perçoivent-ils le budget participatif et comment peut-on expliquer qu'il soit mis en œuvre sans pour autant auto-mobiliser les acteurs à ce processus ?

Face à ces interrogations, il importe de s'interroger sur la logique des acteurs. C'est pourquoi, le choix est porté sur la théorie de l'acteur et le système de Crozier M. et Freiberg. En effet, tout projet, dans un contexte de décentralisation, fait appel un certain nombre d'acteurs. Ces derniers travaillent dans une forme d'organisation sociale régie par des normes, des pratiques, et des interactions, formant ainsi ce que Crozier et Freiberg nomment « le système ». L'acteur n'existe pas au-dehors du système qui définit la liberté qui est sienne et la rationalité qu'il peut utiliser dans son action. Mais le système n'existe que par l'acteur qui seul peut le porter et lui donner vie, et qui seul peut le changer" (Crozier M. et Freiberg E., 1977 p.11). L'action collective, organisée, est un construit social. Les effets pervers ou inattendus sont dus au décalage voire l'opposition qu'il y a entre les intuitions des acteurs et l'effet d'ensemble de leurs comportements dans le temps. L'effet du système peut être que les résultats de l'action collective sont contraires aux volontés des acteurs. Dans cette dynamique, l'analyse des incertitudes qui génèrent quelques fois le recours à des normes pratiques peut permettre de comprendre le comportement des acteurs et ses enjeux pour l'atteinte des objectifs de l'organisation. Ces différentes variables sont remuées étant donné que globalement, cette recherche vise à analyser les espoirs comblés ou déçus et les incertitudes du budget participatif de la commune de Parakou. Les résultats de la recherche sont présentés suivis d'une discussion.

2 MATÉRIELS ET MÉTHODE

2.1 PRÉSENTATION DU CADRE DE LA RECHERCHE

La municipalité de Parakou est dans le département du Borgou. Elle est subdivisée en trois (03) arrondissements que sont: le 1er Arrondissement, le 2ème arrondissement et le 3ème arrondissement. Parakou est une commune à statut particulier avec cinquante-huit (58) villages ou quartiers de villes selon le RGPH 4. Elle est administrée par un conseil municipal de 31 membres ayant à sa tête le Maire et est le chef-lieu du département du Borgou et, en cette qualité, abrite des directions déconcentrées des ministères sectoriels et de l'administration générale de l'Etat, et beaucoup d'agences régionales.

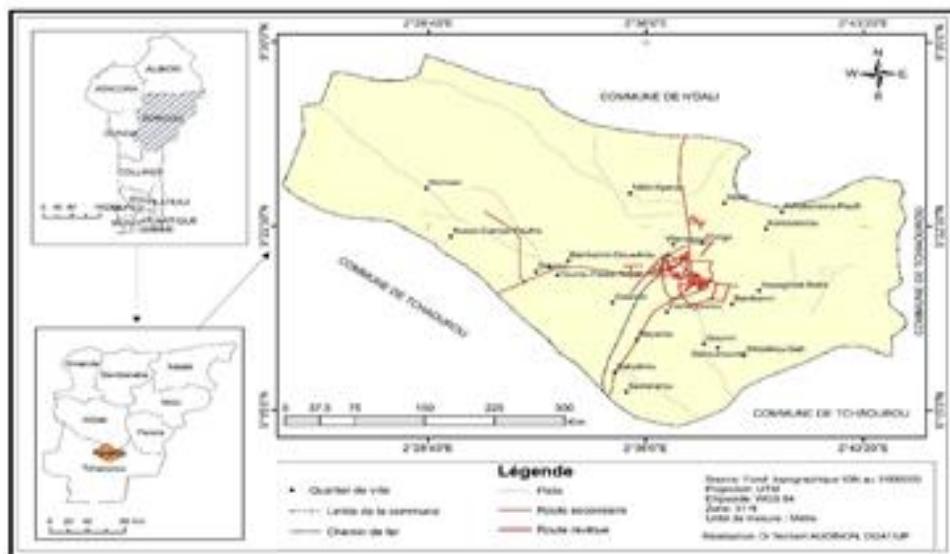


Fig. 1. Situation géographique de la commune de Parakou

Source: Cabinet PIC Sarl, 2019

Comme le montre la fig. 1., elle est située au Nord de la République du Bénin entre les parallèles 9°15' et 9°27' de latitude Nord et les méridiens 2°30' et 2°46' de longitude Est. Elle est le chef-lieu du département du Borgou et est située à 435 km de Cotonou. Elle est limitée au Nord par la commune de N'Dali, au Sud, à l'Est et à l'Ouest par la commune Tchaourou. Elle couvre une superficie de 441 Km² et représente du coup la plus petite commune du département du Borgou. Le climat de la commune est caractérisé par l'alternance d'une saison de pluies (Mai à Octobre) et d'une saison sèche (Novembre à Avril). C'est en Décembre-Janvier que l'on enregistre les températures les plus basses à Parakou. La précipitation moyenne annuelle est de 1200 mm. Le maximum survient entre juillet, août et septembre. Ceci permet un bon rendement des produits qui apporte un plus-value dans le budget à partie des impôts prélevés sur ses produits dans les marchés de la commune. Selon les projections du RGPH3, sa population est estimée à 374.532 habitants.

2.2 DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

De nature mixte, cette recherche a combiné approches quantitative et qualitative. C'est ainsi qu'un questionnaire a été utilisé pour collecter les données quantitatives et un guide d'entretien pour les données qualitatives.

Tableau 1. Répartition de la taille de l'échantillon selon les cibles

Cible	Personnes physiques résidentes	Entreprises (toutes catégories confondues)	Autres institutions (Mairie, ONG) et associations	Total
Taille	304	47	33	384
Pourcentage	79%	12%	09%	100%
Techniques d'échantillonnages	Par grappes dans les trois arrondissements de Parakou suivant les quartiers de ville	Par choix raisonné	Par choix raisonné	
Approches	Quantitative	Qualitative	Qualitative	
Outils de collecte	Questionnaire	Guide d'entretien	Guide d'entretien	

Source: Enquête de terrain 2022.

3 RÉSULTATS

3.1 LE BUDGET PARTICIPATIF, UN INSTRUMENT DE DÉMOCRATIQUE, MAIS CONTRAIGNANT DANS SA MISE EN ŒUVRE !

Depuis l'avènement du processus de la décentralisation, les budgets des communes ou municipalités sont l'émanation du Plan de Développement Municipal qui est un document quinquennal retracant les aspirations et besoins des citoyens de la ville. La prise en compte des besoins reste partielle étant donné que même si le budget est une déclinaison annuelle du plan de développement

municipal, il n'a jamais pu faire objet de larges participations. Le Budget participatif en tant qu'instrument de prévisions des recettes et des dépenses est une manière de permettre en théorie à tous les citoyens de savoir ce qui est dans la « marmite municipale » aux fins d'exprimer leurs besoins et aspirations en vue de leur satisfaction. Idéalement, il favorise le dialogue, la mobilisation des ressources, l'efficacité des dépenses, une solidarité communautaire. C'est un instrument en principe de bonne gouvernance et de redevabilité. Il a la particularité lorsqu'elle est vraiment mise en œuvre permet de renforcer les responsabilités individuelles et collectives. Mais pour une population de plus de 300.000 habitants le budget n'a été totalement participatif. Concrètement, quels sont les acteurs intervenant dans l'élaboration du budget participatif ? Des travaux de terrain, ils sont au nombre de 10 coordonnateurs choisis pour les foras et repartis de manière suivante: trois élus locaux composés du deuxième adjoint au maire, les chefs du deuxième et du troisième arrondissements, un agent de la mairie en occurrence le C/SPPESE; deux membres de la Cellule de Participation Citoyenne en occurrence le coordonnateur et le rapporteur; trois représentants de la communauté dans les trois arrondissements que compte la commune et un sage.

En dehors des acteurs clés pré cités, la société aussi a été prise en compte dans l'élaboration du BP. L'harmonisation et le lancement du processus ont été faits en deux étapes. Une semaine avant le lancement, un travail a été fait avec le service planification pour harmoniser l'activité. Le nombre des invités à avoir par forums, le chronogramme et les outils à administrer au cours du processus ont été précisés. Le jour du lancement, les autorités, OSC, cadres et populations ont été conviés et le chronogramme a été présenté avec les acteurs à impliquer pour chaque forum.

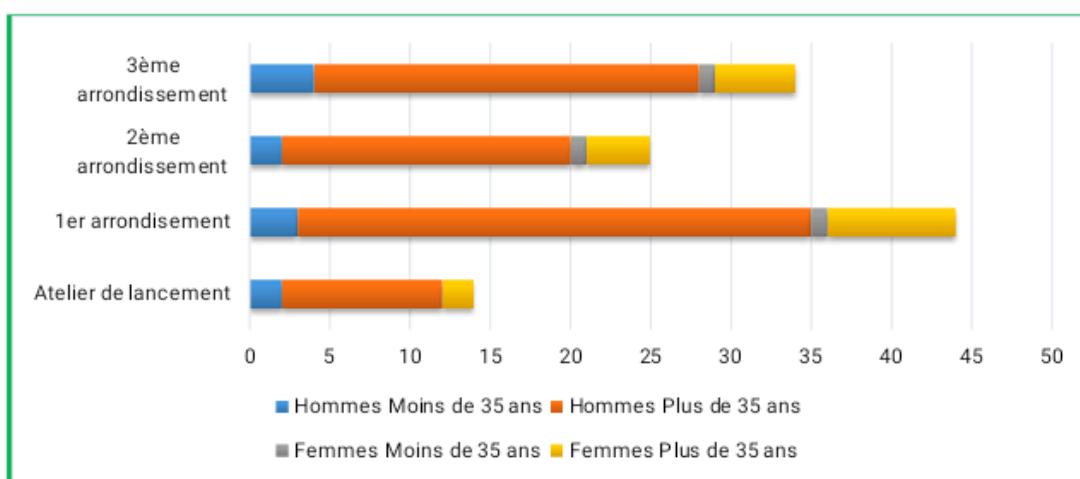


Fig. 2. Statistique genre participant à l'élaboration du budget participatif

Source: Enquête du terrain, avril 2022

La fig. 2. montre les statistiques genres des participants à l'élaboration du budget participatif. 17 des deux sexes ayant moins de 35 ans et 119 des deux sexes ayant plus de 35 ans ont pris part à l'élaboration de ce budget. Selon nos investigations, cette catégorie a été prise en compte afin d'avoir leur avis et d'être le porte-parole de ce type de budget auprès de la population. Malgré les avantages qu'offre le budget participatif, il émet des limites. Est-ce que ces acteurs arrivent à combler vos attentes en matière du budget participatif ? Pour cette question échelle, nous avons procédé à un codage selon lequel la variable est traitée comme étant numérique. **Concrètement, les répondants en opérant un choix parmi ces modalités attribuent du coup une réponse de oui ou non à la question. Sur l'ensemble de la population mère, 70% ont répondu non et les 23% autres ont répondu oui et 7% sont sans reponse.**

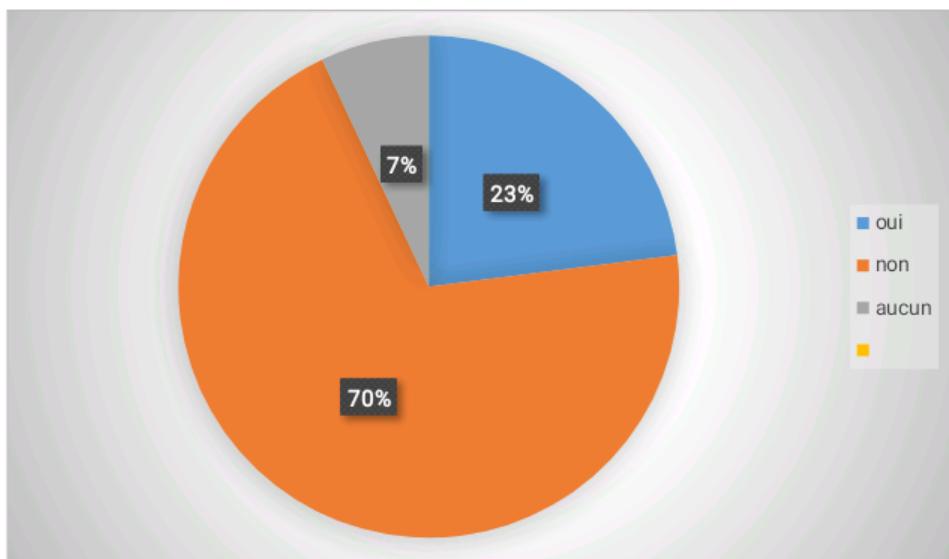


Fig. 3. L'attente des populations par rapport aux acteurs qui interviennent dans l'élaboration du budget participatif.

Source: enquête du terrain, avril 2022

Savez-vous que tout le monde peut contribuer à l'élaboration du budget participatif de sa commune ?

A cette question, plusieurs des enquêtés ont répondu oui et exigent même que ce genre de budget regroupe l'ensemble de la population. Un parent affirme que le jour où il aura l'opportunité de participer réellement à ce type de budget "je vais tout dire sur la mauvaise gestion de la commune" un autre dit que "les dirigeants nous laissent dans la prise des décisions". Ces réponses servies par ces populations viennent confirmer la question sur l'attente des populations en ce qui concerne le budget participatif. Les budgets font l'effort d'être participatifs mais n'arrivent pas à mobiliser l'ensemble de la population. A la question d'identifier les avantages du budget participatif dans la commune de Parakou, plusieurs interlocuteurs ont laissé des propos tel que: « Budget participatif !!! » s'exclame Monsieur M.O avant de continuer « il n'aura pas un changement pour la mise en application de ce type de budget tant que les autorités ne vont toujours pas considérer la population à la base». Un autre affirme: « (...) Nous ne sommes pas satisfaits des prestations de nos administrés. Car cela ne va rien changer dans notre quotidien (...) ». « Groupe sociolinguistique » et celle « appréciation de la cohésion sociale » dans la ville de Parakou. Comme le souligne les propos de ces enquêtés, les budgets dits participatifs ne sont que souvent l'émanation d'un processus démocratique représentatif qui mobilise les représentants de la communauté que sont les élus municipaux, quelques élus locaux et quelques personnes ressources venant des organisations de la société civile. On peut donc comprendre qu'il y ait des contestations ou des réticences. Une certitude, la logique du budget participatif à travers ses projets a permis de mobiliser concrètement des projets dans les communautés même si c'est par le processus démocratique représentatif. Sur la base de ce mécanisme que chaque arrondissement a identifié ses priorités. Ce mécanisme a permis d'avoir un plan d'actions par arrondissement et qui ne priorise qu'en fonction des ressources disponibles alors que tout le monde veut être en même temps pris en charge. La stratégie de mobilisation et le pourcentage de contribution éventuelle est de 10% dans le premier arrondissement, 05% dans le deuxième arrondissement et 10% dans le troisième arrondissement. Malgré cette volonté des autorités de faire bien, ils n'arrivent pas à atteindre leur objectif en matière du budget participatif. Selon nos investigations, près de 86% de la population non toujours pas connaissance des enjeux du budget participatif dans la commune de Parakou. Cette situation est due au manque de communication, manquée de contrepartie dans l'application des actions de la part des autorités ont-ils affirmé les faiseurs d'opinions enquêtés.

3.2 GOUVERNANCE DU MÉCANISME DU BUDGET PARTICIPATIF ET LIMITES

Le budget participatif met en relation les acteurs locaux de gouvernance locale dans une perspective de représentativité. Il est sous le pilotage d'un comité composé d'un président qui est le maire, d'un rapporteur qui est le secrétaire général adjoint de la mairie et de sept (07) autres membres constitués des trois (03) d'arrondissements, de C/ SAF, du DST, de la C/ SAIC et du coordonnateur CPC Parakou. Sous ce comité se déroulent les foras d'arrondissement et celui de la Commune.

Le forum la Commune. roulement le forum d'ivie de représentativité. forum participatif en identifiant les élus municipaux, quelques élus d'arrondissement est constitué de diagnostic présentant les résultats du forum des trois arrondissements, les priorités par arrondissement et la liste des délégués pour le forum communal.

Le forum communal se déroule en présence de tous les délégués d'arrondissement, les cadres de la mairie, des Chefs d'Arrondissements et des OSC. L'assistance a eu droit à une restitution des données collectées sur le terrain avec des commentaires et observations sur les acteurs, les activités économiques des communautés et les stratégies de mobilisation des ressources devant accompagner la réalisation des projets. Sur les trois arrondissements, deux ont opté pour 10% de contribution et le 2ème a opté pour 5%. Pour les priorités de la commune, les autorités communales ont privilégié l'option gagnant – gagnant. Du coup, chaque arrondissement aura un projet. Il s'agira, selon les propos du maire de la commune, de remettre les données aux cadres de la mairie qui intégreront les priorités dans le budget. Ces derniers budgétiseront de nature à prendre en compte au moins une des priorités de chaque arrondissement. Aussi, certains besoins pourraient être choisis au niveau même des quartiers pour les cas préoccupants.

Le comité de suivi des projets du BP de la commune est composé de 11 membres selon la structuration suivante: trois élus communaux (2ème adjoint au maire, 2ème 3ème CA), un agent de la mairie (C/ SPPESE), deux membres de la CPC (le coordonnateur et son rapporteur), trois représentants de la communauté désignés dans chacun des arrondissements) et un sage.

La signature du contrat social a mis fin au processus du BP dans la commune de Parakou. Son but est d'amener non seulement les autorités communales à formaliser le processus du BP mais aussi les communautés à respecter les engagements pris dans le but d'accompagner la réalisation des projets. Ainsi, le projet de contrat social élaboré par Social Watch Bénin et relu par les autorités de la mairie a été signé par le maire et le coordonnateur de la CPC.

Malgré les précautions prises pour renforcer la participation du budget, quelques limites sont notées. Il s'agit de:

- Limite liée à la communication au sein de l'administration

Le problème de la communication est celui mettant en lien les différents services de la mairie, principal acteur du budget de la ville. Le budget participatif étant à priori transversal, il implique plusieurs, si non tous les services de la mairie. Notre stage académique à la DPPDRE aux: Service d'Appui aux Initiatives Communautaires (SAIC) et Service de Prospective, de la Planification des Etudes et du Suivi Evaluation (SPPESE) nous a permis d'observer la dynamique communicationnelle entre les différents services. Ce stage nous a également permis de participer à des ateliers, réunions et autres avec les acteurs (associations, ONG, etc...). Il ressort de nos observations que la communication interne entre les acteurs souffre d'importantes difficultés. D'abord entre chefs services, il existe une attitude de méfiance et de renfermement sur soi. Souvent, des divergences de bords politiques en sont les facteurs explicatifs. Chaque service apparaît comme un patrimoine privé aux yeux du Chef service qu'il faut défendre avec rigueur. Il prévaut un environnement de renfermement sur soi au lieu d'un travail d'équipe et il y règne une attitude de « « et si chacun s'occupe de son travail, n'aurons-nous pas un bon rendement ?» déclare un agent.

- Un second niveau de la communication

Le second niveau de communication est celui mettant en lien l'organe communal et les autres parties prenantes. Il faut dire ici que la communication entre les parties s'articule autour de l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et évaluation des projets ou programmes ayant une valeur ajoutée pour le développement de la commune en général mais aussi souvent pour son autonomisation en terme du budget participatif. La période dont nous disposons pour la réalisation de ce mémoire, ne permet pas d'investiguer le jeu des acteurs autour de toutes les politiques ou stratégies de valorisation ou de promotion du budget participatif à Parakou. Cependant nous avons assisté à plusieurs réunions entre acteurs qui sont assez évocatrices.

Lors d'une séance d'échange avec les tisserandes sur les dispositions à prendre pour la récupération des matériels et équipements de tissage filature bloqués à la douane de Sonaholou/Bénin qui s'est tenue dans la maison de la culture et du tourisme de Parakou le mardi, 26 avril 2022, nous avons effectué une observation participante en étant désigné comme rapporteur de la séance. Pendant ladite séance, on pouvait noter des controverses qui traduisent la poursuite d'objectifs.

“Je pense qu'il faut faire appel aux autorités communales pour nous aider à régler le problème”.

Une autre s'oppose: « non, il faut qu'on cotise entre nous d'abord »

« Moi je ne suis pas d'accord qu'on écarte ces autorités, si non, nous allons rencontrer beaucoup de difficultés lors de la réalisation de notre projet.»

Nous avons reçu pour ordre de ne pas faire cas de certaines observations dans le rapport tel que s'était déroulée la séance.

Dans le domaine de l'environnement, l'insalubrité de la ville est décriée par les enquêtés. Mais là également, se joue entre les acteurs, des jeux qui ne sont pas sans effet sur les politiques environnementales de la ville. Un membre de la société civile s'exprime:

« Les sous collectés chez les populations ne servent pas dans la viabilisation de l'environnement de la ville de Parakou. (...) »

- Autres limites du budget participatif liées à la population et acteurs politiques

Bien que toute bonne œuvre a toujours été confrontée à la réalité du terrain, le budget participatif émet les limites suivantes:

- Le non paiement des impôts des populations;
- L'analphabétisme des populations;
- Le manque de communication au tour du budget participatif;
- La perte de confiance des administrés vis-à-vis de l'administration;
- Le risque d'un sentiment d'exclusion ou d'une attente impatiente dans le cadre des actions pilotes ou de la priorisation des besoins par localité;
- Le choix de thématique prédéfinie par les décideurs limite la liberté ou la marge de manœuvre des populations. Le Processus d'arbitrage rugueux risque d'engendrer des conflits.

4 DISCUSSIONS

Le dispositif participatif du budget dans la municipalité de Parakou vient apporter une réponse au déficit de participation dans le processus de décentralisation dans la Commune de Parakou. En effet, dans ce processus, tout ce qui se fait sans peuple est comme contre le peuple. Mais le défi participatif n'est pas encore entièrement relevé. On a l'impression d'être dans processus partiel de participation qui mobilise les représentants au lieu de prendre en compte l'ensemble des acteurs de la population dans une perspective de citoyenneté financière globale. Le contexte de la municipalité de Parakou est un contexte de budget participatif partiel et non global. C'est une logique participative annonciatrice d'espoirs mais avec des incertitudes qui responsabilise pas encore durablement les communautés. Elle ne participe pas encore d'une démocratie budgétaire durable. D. Lenouvel arrive à la même lorsqu'il appelle en urgence à un basculement d'une logique de participation à une véritable démocratie contributive. (D. Lenouvel, 2021, p.79). La démocratie représentative reste de mise dans le cadre de la contextualisation du budget participatif à Parakou et quasiment dans toutes les communes du Bénin. Le simple budget participatif doit aller vers une démocratie budgétaire qui responsabilise intimement les acteurs. Dans le contexte parakois, le jeu des acteurs est fait de délégation, de représentation. Or, il devrait s'agir avant tout selon O. Victor d'un état d'esprit, d'une volonté, d'une nouvelle pratique civique voire d'une culture politique à inventer». Victor O., 2001). Surtout que l'on sait que nos instances de participation devraient avoir pour objectif d'apprendre à naviguer dans la complexité, dans l'incertitude et dans le précaire. Elles devraient viser des explorations innovantes, en tenant à distance la répétition de «recettes» qui se traduisent, en général, par d'apparentes solutions adaptatives construites sur le «toujours plus du même» (Lenouvel D., 2021, p.79). La solution du budget participatif telle que mise en œuvre n'est pas encore profonde. Elle est encore partielle. Elle doit devenir un processus innovant qui amène à repenser la relation entre représentés et représentants (Akedekon, L., 2011, p.16). La présente recherche a eu le mérite d'analyser l'expérience en cours du budget participatif dans les Communes du Bénin notamment dans la Commune de Parakou. Les questions de mobilisation des ressources financières restent de grands défis à relever dans les collectivités face à un contexte de raréfaction des ressources, de faibles transferts des ressources face aux grands enjeux, de faible pouvoir d'achats des communautés sur qui l'on peut compter pour mobiliser la force productive du développement local. Si ceux qui doivent constituer cette ressource à mobiliser sont eux-mêmes fragiles, le vœu d'une citoyenne budgétaire demeure tout un chantier à bâtir. Un chantier difficile, mais logique si l'on veut que la décentralisation s'épanouisse dans le contexte béninois.

5 CONCLUSION

Le budget participatif est une expérience en cours dans plusieurs communes du Bénin. Mais ce processus n'est pas total et mérite d'être renforcé aux fins d'une démocratie budgétaire responsabilisant. Le jeu des acteurs dans la présente recherche est fait de relations entre mandants et mandataires. Une relation dont la légitimité mérite d'être renforcée pour sortir davantage le processus de décentralisation en cours dans les collectivités territoriales des incertitudes. Il faut donc innover pour ne pas dénaturer le budget participatif de son originalité. Le budget participatif est un état d'esprit que la simple participation ou de simples mécanismes participatifs ne sauraient forger. Les limites du budget participatif ici décrites montrent que la participation apparaît comme de simples formalités dans le processus alors qu'elles devraient en être la substance moelle voire consubstantielle à tout le processus budgétaire pour en assurer une certaine performance et assurer une bonne gouvernance locale. Les élus doivent alors accepter céder une part de leur souveraineté et favoriser le grand débat budgétaire au sein de la communauté. Les ressources pour y arriver sont complexes notamment dans des communautés de forte démographie, mais il faudra innover dans une bonne perspective d'inclusion globale et non de sélection. Le cas de la municipalité de Parakou ici étudié n'est que la partie visible de l'iceberg.

REFERENCES

- [1] Achour Ali, Sandrine B. et Zounon Michel, Évaluation des finances publiques selon la méthodologie PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability). 2007.
- [2] Arnaud Crépin, Audit de la gestion des ressources du fonds d'appui au développement des communes (FADeC), 2016.
- [3] Antoine Justin, Le guide pratique du budget participatif, juin 2020.
- [4] CitizenLab SA_ Boulevard Anspach, Introduction au budget participatif, publié par 6 5, 1000 Bruxelles, Belgique—BE 0638.901.287.
- [5] Damey Ludivine Denise L. B. Denis, D. Duez, Savoirs experts et profanes dans la construction des problèmes publics, Bruxelles, Publications des facultés Universitaires, 2011.
- [6] Donay Nicolas, Net com. Réseau, communication et territoires, 249-280, 2016.
- [7] Anne Floquet, Mongbo Rock. Cotonou, Le Suivi d'Impact Local Participatif (SILP), 2006.
- [8] Guillaume Petit (CESSP, Paris 1), Thèse de doctorat sur «la participation du public et la démocratie participative» 13-14 novembre 2015 - Université de Lille 2, 2015.
- [9] Lang Elier, Simon, La communauté politique et le budget participatif de Porto Alegre, Thèse. Montréal (Québec, Canada), Université du Québec à Montréal, Doctorat en études urbaines, 2013.
- [10] Lenouvel Damien, 2021, «Des limites de la participation instituée à l'émergence de nouveaux cadres de relations politiques», Cahiers de l'action, Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, 2021/1 N° 57 | p.p 71 à 79.
<https://www.cairn.info/revue-cahiers-de-l-action-2021-1-page-71.htm>, DOI 10.3917/cact.057.0071, consulté le 30 novembre 2022 à 12h14.
- [11] Querrien Anne: Désirs de ville en débats: le « budget participatif » à Porto Alegre.